



Paris 11°

Accord patronat-CFDT-CFTC-CGC sur le marché du travail

## UNE DÉCLARATION DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

Les médias ont présenté l'accord sur le marché du travail entre le patronat et la CFDT, CFTC et CGC comme équilibré, car selon eux il y a la fois « *de nouveaux droits pour les salariés* » et « *une plus grande flexibilité pour les employeurs* ». Est-ce vrai ?

### DES CONCESSIONS IMAGINAIRES

On nous vante la « *taxation des contrats précaires* ». Mais la taxe serait dérisoire, pas dissuasive : la cotisation chômage employeur passerait de 4% à 7% pour les CDD inférieurs à 1 mois, de 4% à 5,5% pour les CDD entre 1 et 3 mois. Coût pour le patronat : 110 millions. Et cela ne concerne pas l'intérim ! En plus, le patronat serait exonéré de cotisations sociales pendant 3 mois pour l'embauche en CDI d'un jeune de moins de 26 ans. Gain : 155 millions. Faites le calcul !

Et « *la complémentaire santé pour tous* » ? Les cotisations seraient payées à part égale par les salariés et les employeurs. En plus, cela couvrirait un panier de soins très réduits, à peine plus que le remboursement actuel de la Sécurité Sociale. Un jackpot de 4 milliards pour AXA, Allianz, etc. !

### ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

Les accords « *compétitivité-emploi* » permettraient à une entreprise qui se dit en difficulté d'imposer une baisse du salaire et/ou une hausse du temps de travail. Les travailleurs refusant seraient licenciés ! En Espagne, où c'est déjà légal, Renault a imposé une baisse de salaire de 27% à ses ouvriers. Il veut faire pareil en France. D'autres en rêvent aussi. Le patronat gagnerait une arme pour écraser notre niveau de vie !

La possibilité pour les patrons d'imposer la mobilité à leurs salariés en cas de restructuration interne. Par exemple, Arcelor-Mittal décide de fermer Florange. Après cet accord, il pourrait forcer les salariés à aller travailler sur d'autres sites, comme près de Nantes ou à Marseille. Et s'ils refusent ? Licenciés ! Voilà des vies brisées en perspective...

L'allègement extrême des procédures de licenciements économiques. Aujourd'hui, en plus de la lutte directe, les syndicats disposent de moyens juridiques pour retarder un plan de licenciements, le faire échouer ou obtenir des contreparties substantielles. L'accord les réduirait presque à néant !

L'accès direct au CDI intermittent pour trois secteurs (chocolaterie, articles de sport et formation) : de la dynamite contre le CDI. Même la CFDT était contre : « *Nous sommes formellement opposés à la création de CDI de projet et de CDI intermittents. Nous savons bien que ces contrats deviendraient la norme, et signeraient donc une nouvelle précarisation des salariés.* ». Pourtant elle a signé !

### GUERRE À L'ACCORD ET À SA TRANSCRIPTION DANS LA LOI !

Le patronat jubile. Il parle du « *meilleur standard européen de flexisécurité* » et demande au « *gouvernement la transposition exacte et complète de l'accord* ». Hollande, qui a rendu « *hommage* » aux signataires, veut le faire d'ici mars.

Le PCF dénonce mollement l'accord disant ne pas vouloir le voter « *en l'état* », comme s'il pouvait être amendé ! Mélenchon condamne l'accord, disant à juste titre que « *ce que l'UMP et le MEDEF n'ont pas obtenu sous Sarkozy, ils viennent de l'obtenir sous Hollande* ». Mais il n'envisage qu'une « *lutte* » parlementaire. Vu la majorité de l'Assemblée, cela revient à capituler.

La CGT et FO, Solidaires et la FSU dénoncent l'accord. C'est leur responsabilité de préparer, d'organiser et mener jusqu'au bout le combat contre l'accord. Mais cela ne pourra pas se faire si nous-mêmes, travailleurs/ses, dans nos lieux de travail et dans nos syndicats, nous ne prenons pas l'initiative d'alerter nos collègues, de regrouper et de mobiliser.

Saisissons-nous de l'appel à la grève du 31 janvier par la CGT, la FSU et Solidaires pour engager ce combat !



## Double peine

La somme cumulée des heures sup' effectuées par les salariés FT d'Île-de-France représente l'équivalent de 80 postes à temps plein. Pour le patron, c'est double bénéfice : des salaires au lance-pierres et des effectifs serrés. Mais pour nous, c'est une raison supplémentaire de dire stop aux heures sup'.

## Malades du travail

Pendant des décennies, les techniciens de FT ont manipulé sans protection des composants radioactifs (utilisés par millions). Le nombre anormalement élevé de cancers avait alerté des représentants du personnel au CHSCT ou des médecins de prévention.

La direction de FT continue de nier tout lien entre la manipulation des « parasurtenseurs » (destinés à protéger le réseau de la foudre) et les cancers : elle invoque des études faites par l'INSERM pour se dédouaner. Pourtant ces composants au tritium ou au radium ont bien été interdits dans les années 90.

Pour la direction, notre santé passe au second plan. Elle est plus préoccupée de renier ses responsabilités que de la vie de nos collègues malades du boulot !

## Inhumain gaspillage capitaliste

Dans le monde, plus de 850 millions de personnes sont victimes de malnutrition. Mais, selon un rapport britannique, entre 30% et 50% de la nourriture produite est gaspillée ! Selon les pays, c'est par manque de moyens pour réaliser les récoltes, stocker de façon efficace, transporter la nourriture produite ;

c'est aussi par souci esthétique marketing qu'on ne récolte pas les fruits ou légumes trop petits, trop ceci ou trop cela, parce que les trusts de l'agro-alimentaire préfèrent détruire la production que de voir baisser les cours ou encore parce que les consommateurs jettent une partie de la nourriture achetée.

Il est possible de nourrir correctement tous les hommes. Mais le capitalisme rend cela impossible. C'est pourquoi il faut en finir avec le capitalisme.

## Renault : chantage à la compétitivité

Renault a annoncé la suppression de 7500 postes en France, soit 15% de ses effectifs d'ici à 2016. Pire, la direction menace de fermer une usine, si les syndicats ne signent pas un accord « compétitivité-emploi » (baisse des salaires, etc.), autorisé par l'accord patronat-CFTD-CFTC-CGC. Et Montebourg n'y voit rien à y redire : « *cela fait partie du cadre normal dans lequel une entreprise peut décider de gérer par avance ses effectifs et son personnel* » (sic !)

Et cela fait suite aux 10 000 suppressions d'emploi chez Peugeot, avec la fermeture de l'usine d'Aulnay à la clé. Et à beaucoup d'autres licenciements partout !

Face à cette offensive, on ne peut pas gagner en luttant séparément. C'est tous ensemble qu'il faut se battre : PSA, Renault, Sanofi, Virgin, etc.

**Un meeting contre les licenciements et pour la convergence des luttes** avec des salariés de ces boîtes sera organisé le **jeudi 24 janvier à 19h30** à Sciences Po, 28, rue des Saint-Pères, métro Bac (L12) ou Saint-Germain des Près (L4). Venez nombreux !

## A BAS L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE AU MALI !

Hollande et Parisot ne se contentent pas de déclarer la guerre sociale aux travailleurs en France avec l'accord sur le marché du travail qui vise écraser notre niveau de vie. Ils lancent aussi une guerre au Mali.

Quelle justification est avancée ? La guerre contre le terrorisme islamiste. Le même prétexte avait été utilisé pour la guerre en Afghanistan. Or, qu'a-t-on vu ? Cette guerre n'a fait pas reculer d'un pouce les Talibans. Au contraire, massacre après massacres provoqués par les bombes impérialistes, la population s'est soudée avec ces combattants, dont les positions sont pourtant réactionnaires ! Et le vrai motif de l'intervention, c'était en fait de maintenir le contrôle des pays capitalistes les plus forts sur une région stratégique et riche en pétrole.

Aujourd'hui, on nous refait le même coup. L'État français se moque bien du sort du peuple malien. Il a même contribué à l'appauvrir en le forçant à rembourser une dette qui, à cause du poids des intérêts, grandit toujours. Et ce remboursement a forcé le Mali à casser les services publics et à pressurer le peuple. Bouygues, qui contrôlait déjà les mines d'or, a ainsi racheté la compagnie publique d'électricité et Orange a récupéré celle de téléphonie via sa filiale Ikatel. Bolloré contrôle le commerce du coton. Areva extrait l'uranium, vital pour les centrales nucléaires, au Niger voisin, en imposant des conditions inhumaines aux travailleurs. Bref, la vraie préoccupation d'Hollande, c'est la protection des intérêts du patronat français dans la région.

La propagande tourne en boucle à la télévision : succès militaires, prouesses des Rafales (avions que Dassault n'a toujours pas réussi à exporter) et joie des populations. Mais cela ne durera pas : quand les Maliens commenceront à subir les conséquences sanglantes de cette guerre, ils voudront le départ des impérialistes.

**Nous exigeons l'arrêt immédiat de l'intervention et le retrait de toutes les troupes françaises d'Afrique.**

